

Lons-le-Saunier, le 19 février 2024

Service Eau Risques Environnement Forêt
Bureau de l'eau

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION
valant ACCUSÉ RÉCEPTION**

Franchissement de la Seille au lieu-dit bois de Mouriaux

Commune de Ladoye-sur-Seille

Réf. : 0100037667

Vu le Code de l'environnement ;

Vu les articles R. 214-1 et suivants relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration en application du L. 214-3 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet du Jura, Monsieur Serge CASTEL ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 ;

Vu l'arrêté n° 2024-01-18-001 du 18 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Nicolas FOURRIER, directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu l'arrêté n°2024-02-06-001 du 6 février 2024 portant subdélégation de signature de Monsieur le directeur départemental des territoires du Jura ;

Vu la déclaration pour travaux en cours d'eau au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement reçue le 15 janvier 2024 présentée par la commune de Ladoye-sur-Seille, et relative au franchissement de la Seille dans le cadre d'une exploitation forestière ;

Vu le porter à connaissance de l'Animatrice Natura 2000 en date du 29 décembre 2023 ;

Vu le récépissé valant accusé de réception délivré le 19 janvier 2024 ;

Vu l'avis technique du bureau Biodiversité forêt reçu le 19 janvier 2024 ;

DONNE RÉCÉPISSÉ À :

Commune de Ladoye-sur-Seille
29, chemin de la mairie
39210 LADOYE-SUR-SEILLE

de sa déclaration concernant le franchissement de la Seille dans le cadre d'une exploitation forestière ; dont la réalisation est prévue sur la commune de Ladoye-sur-Seille.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. La rubrique concernée de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement est la suivante :

RUBRIQUE	INTITULE	RÉGIME	ARRÊTÉ DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES CORRESPONDANT
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités dans le lit mineur d'un cours d'eau étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens.	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant doit respecter les dispositions prévues dans le dossier déposé.

Le déclarant doit respecter les mesures correctives déclarées suivantes :

- Les travaux sont réalisés, de manière sélective, sur les secteurs identifiés dans le présent dossier, afin de respecter les équilibres biologiques.
- La circulation dans le lit mouillé est limitée à la traversée du cours d'eau, après mise en place de billons de bois.
- Des rémanents sont mis en place de part et d'autres du cours d'eau, lors de la traversée.
- Pour les cours d'eau situés sur une zone en pente, des renvois d'eau sont réalisés au niveau de la piste empruntée, afin de limiter les risques de dépôts de matières en suspension lors des ruissellements en phase travaux. Ces dispositifs doivent être maintenus fonctionnels après travaux également.
- Une remise en état des berges et du lit est effectuée. La remise en état du lit est effectuée avec des matériaux de granulométrie comparable à celle du lit du cours d'eau existant.
- Les travaux sont réalisés hors période de frai (période de frai moyenne pour les salmonidés, en cours d'eau de première catégorie: du 31 octobre au 15 avril inclus) et en période d'étiage, ainsi que sur sols portants. Par ailleurs, les travaux sylvicole en APPB (corniche calcaire) sont interdits entre le 15 février et le 15 juin, les travaux sont à privilégier en fin d'été.
- Toutes les précautions sont prises afin de ne pas générer de pollution des eaux superficielles ou souterraines par rejet d'huiles, hydrocarbures ou autres substances indésirables.
- L'Inspecteur de l'environnement de l'Office français pour la biodiversité – service départemental du Jura est prévenu au moins 8 jours avant le début des travaux.

Le déclarant doit respecter les mesures compensatoires suivantes :

- Néant

Le déclarant doit prévenir au moins 8 jours avant le début des travaux :

- le service police de l'eau (Mme JOUAN Emilie – tel.03 84 86 80 87 – ddt-seref_pe@jura.gouv.fr)
- le service départemental de l'OFB du Jura (sd39@ofb.gouv.fr – 03 84 86 81 79), afin d'apprécier l'opportunité d'une pêche électrique le cas échéant à la charge du déclarant.

Le déclarant doit faire valider par le service départemental de l'OFB du Jura une éventuelle réduction ou modification de la période de frai retenue.

Copies de la déclaration et de ce récépissé seront adressées à la mairie de la commune de **Ladoye-sur-Seille** où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Jura durant une période d'au moins six mois.

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La chef du bureau de l'eau,



Nadine PONCET

Délais et voies de recours

Le présent récépissé peut être déféré à la juridiction administrative¹ :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-5 à L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la présente décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

(1) Devant le tribunal administratif de Besançon (30, rue Charles Nodier 25 044 BESANCON Cedex). Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>).